

parce que cela veut dire que vous fixez un prix à l'existence des gens – même si les assurances font ça couramment –, mais est aussi inefficace, parce que la solution au problème réside dans l'aide aux agriculteurs de ces pays à supporter ou à atténuer le choc climatique.

Les modèles économiques : économie du risque ou économie éthique ?

Isabelle: Ce problème de la souveraineté alimentaire, qui est soulevé ici pour le futur, existe déjà dans le présent. Alors comment et pourquoi résoudre dans le futur un problème qui existe actuellement et que l'on n'a pas résolu? En quoi la mobilisation pour le futur est-elle plus pertinente que la mobilisation actuelle?

Olivier: Ce sont des questions qui sont effectivement posées dans le débat entre économistes sur le climat. La position de Thomas Schelling¹ par exemple, qui a été reprise par Bjørn Lomborg², a été de dire: «Pourquoi faire toutes ces choses-là pour les pauvres des pays du Sud dans un siècle alors que vous ne le faites déjà pas pour ceux d'aujourd'hui. La priorité c'est la croissance économique de tout le monde: vous devriez mettre tout votre argent dans l'accès à l'eau, l'accès aux soins, l'accès à l'éducation de ces populations pauvres pour améliorer leur niveau de vie. La question climatique sera plus facilement résolue, parce que les gens ont d'autant plus de capacité à s'adapter qu'ils sont riches et développés. Le bouleversement du climat dans un siècle et demi ne posera pas de problème majeur si on a développé toutes les populations à l'échelle du monde. Donc ne faites rien sur le climat maintenant et investissez pour accélérer la croissance dans les pays en développement.» Voilà, en résumé, la position de Schelling-Lomborg – il faut préciser que Lomborg n'est pas un économiste mais un statisticien, supposé écologiste reconverti et devenu idéologue à la mode dans certains milieux. Face à cela, Stern dit: «Si vous ne faites rien, c'est comme si cela allait vous coûter 20 % du PIB

pour l'éternité.» Et pour un économiste, perdre 20 % du PIB pour l'éternité, ce n'est pas la meilleure chose à faire! D'autant que l'on pourrait mener une politique de réduction de l'effet de serre intelligente et efficace pour un coût de 1 à 2 % du PIB! Donc, logique économique de base, si pour un coût de 1 à 2 %, vous évitez un coût de 20 %, il n'y a pas photo. Conclusion: il faut le faire et le faire tout de suite.

Le rapport Stern a été fait avec beaucoup de sérieux méthodologique – Stern fait partie de l'establishment économique international, il a été l'économiste en chef de la Banque mondiale et du gouvernement anglais –, et a appliqué les concepts et méthodes économiques les plus couramment admises, comme le cadre coûts/avantages et les modèles de croissance. Il se distingue néanmoins pour le traitement du temps long, la prise en compte des aspects distributifs et celle des risques. Ainsi sa démarche sur le taux d'actualisation diffère de celle de ses collègues américains – comme William Nordhaus¹ – pour lui redonner une assise éthique correcte du point de vue de la théorie philosophique utilitariste qui est la base de la vision économique du monde pour ces théoriciens du «bien-être». Il pose le postulat que tous les hommes doivent compter de la même manière dans la grande pesée de la fonction d'utilité collective, quelle que soit la date à laquelle ils vivent. Donc on doit accorder le même poids d'utilité à vous qui êtes assis en face de moi qu'à une personne qui vivra en 2150: on n'a pas de bonnes raisons éthiques de compter sa vie et son bien-être pour moins important que les nôtres. La seule chose qui va modifier tout de même la manière d'évaluer le bien-être des générations futures, c'est que la personne du futur va être plus riche que nous si la croissance continue. En conséquence, il faut prendre en compte l'incidence de la croissance de la consommation future sur l'augmentation du bien-être. Il y a pour cela un postulat économique, qui est celui de l'utilité marginale décroissante du revenu: plus on est riche, moins

1. Voir par exemple T.C. Schelling, «Some Economics of Global Warming», *American Economic Review*, 82(1), 1992, pp. 1-14.
2. Voir son best-seller: B. Lomborg, *The Skeptical Environmentalist – Measuring the Real State of the World*, Cambridge University Press, 2001.

1. Nordhaus est l'un des premiers économistes américains à s'intéresser au changement climatique. Son premier article sur le sujet remonte à 1975: W. Nordhaus, «Can we control carbon dioxide?», Laxenburg, IIASA, Working Paper 75-63, June, 1975. Il est aujourd'hui l'un des plus connus sur ce champ. Voir W. Nordhaus, «A Review of the Stern Review on the economics of climate change», *Journal of Economic Literature*, 45 (3), 2007, pp. 686-702.

c'est intéressant à la marge d'être encore plus riche, bien que l'utilité additionnelle soit quand même positive. Cela fait écho aux idées de saturation ou de satiété. On met tout ceci dans les équations, ce que Stern a fait avec son équipe de façon explicite et transparente.

La controverse que j'ai évoquée entre Stern et d'autres économistes, en particulier certains ténors américains, repose sur le fait que ces derniers s'en remettaient au marché pour définir les bons taux d'actualisation, en considérant que si les investisseurs voulaient du 6 % ou du 8 % pour investir dans quelque chose, il convenait de respecter leurs préférences : l'économiste n'avait pas, à leurs yeux, à substituer ses propres choix éthiques à ceux que les agents économiques font à travers leur comportement. C'est ainsi que ces économistes utilisaient un taux d'environ 6 % net d'inflation pour aborder le changement climatique, alors que Stern, lui, avec le raisonnement fondé sur l'éthique donnant à chaque génération successive le même poids dans la fonction d'utilité, a pris un taux de 1,4 %.

Cela a des effets considérables sur les recommandations de politique climatique. En résumé, entre Nordhaus qui conclut qu'il n'y a quasiment rien à faire maintenant sinon de la recherche et un peu de réduction – jusqu'à 5 dollars la tonne de CO₂ –, et Stern qui dit qu'il faut y aller tout de suite et massivement pour réduire les émissions de GES, presque tout se joue sur le taux d'actualisation qu'ils ont adopté pour leurs calculs. C'est que, sur 20 ans, les différences entre les deux taux d'actualisation donnent des écarts encore limités, mais sur 200 ans, ces écarts sont explosifs.

« Si vous ne faites rien, c'est comme si cela allait vous coûter 20 % du PIB pour l'éternité. »

— Nicholas Stern

Le climat, faux-nez des problèmes énergétiques

Jérôme : Ces modèles considèrent qu'il n'y a pas de limites en termes de ressources physiques énergétiques. Ils ne sont pas bornés tout simplement par le fait que l'on va passer le pic pétrolier, puis le pic gazier...

Olivier : Non, car en fait on sait très bien qu'une fois passé le pic pétrolier, on a le charbon, que le charbon peut être liquéfié pour faire du carburant...